

Ukraine : le soutien indéfectible des États baltes

Description

À la veille de la visite du président ukrainien Volodymyr Zelensky à Paris, les ministres des Affaires Étrangères d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie ont choisi de se rendre à Kiev afin d'exprimer leur solidarité avec l'Ukraine, actuellement objet de pressions militaires russes à ses frontières.

Unanimes, les trois ministres ont dénoncé les menaces que la Russie, par ses actions, fait peser sur la sécurité de la région. Ils ont confirmé leur soutien à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Ils ont pu rencontrer le Premier ministre ukrainien, le vice-Premier ministre en charge de l'Intégration européenne et euro-atlantique, mais aussi les ministres des Affaires Étrangères et de la Défense ainsi que le président de la Rada.

Le ministre letton des Affaires Étrangères, Edgars Rinkēvičs, a notamment affirmé son soutien à un Plan d'action pour l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN (MAP), sujet éminemment délicat qui ne fait pas consensus parmi les Alliés. Pour son homologue lituanien, Gabrielius Landsbergis, le MAP doit être endossé par les Alliés afin d'adresser un message à Moscou. Les trois pays baltes prévoient d'adresser une lettre à leurs partenaires de l'OTAN en ce sens.

E. Rinkēvičs a également apporté son soutien à la Plateforme pour la Crimée que l'Ukraine lancera en août prochain et a rappelé que la Lettonie avait été l'un des premiers pays à s'engager en faveur de cette initiative, vue comme un outil vital dans le contexte de non-reconnaissance de l'annexion de la péninsule. Son homologue estonienne, Eva-Maria Liimets, a confirmé qu'elle participerait bien au lancement de cette plateforme, le 23 août prochain à Kiev.

Le ministre letton a enfin souligné les efforts consentis par Kiev en faveur des réformes permettant de rapprocher le pays de l'Union européenne et rappelé que la réforme de la justice et la lutte contre la corruption restaient des enjeux essentiels.

Gabrielius Landsbergis a, lui, jugé que la situation était porteuse de plus de dangers encore qu'en 2014, la démonstration de force actuelle paraissant totalement assumée par Moscou cette fois. Pour lui, elle s'explique peut-être par l'imminence des élections en Russie (automne 2021) et par la volonté de Moscou de tester le soutien occidental à l'Ukraine. Un scénario d'attaque conventionnelle ne pouvait être carté, selon G. Landsbergis.

Sources : *Baltic Times, LRT.lt, LETA, Ukrinform.*

date créée

17/04/2021

Champs de Meta

Auteur-article : Céline Bayou